

AVIS D'APPEL A PROJET

Création de 36 lits halte soins santé (LHSS) sur le territoire de La Réunion

CLOTURE DE L'APPEL A PROJETS
29 novembre 2021

1. QUALITE ET ADRESSE DE L'AUTORITE COMPETENTE POUR DELIVRER L'AUTORISATION

Madame La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé La Réunion
2 bis, avenue Georges Brassens
CS 61002 - 97743 Saint-Denis Cedex 09

2. OBJET DE L'APPEL A PROJETS

L'appel à projet n°2021 LHSS s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article L 313-1-1 et des articles R 313-1 et suivants de code de l'action sociale et des familles (CASF).

Il s'adresse aux établissements relevant du 9° de l'article L 312-1 du CASF.

Le présent appel à projets concerne la création d'une structure LHSS de 18 places sur le territoire Ouest, la création d'une structure LHSS de 10 places sur le territoire Est et la création d'une structure LHSS de 8 places ou le renforcement des structures existantes à hauteur de 8 places sur le territoire Sud.

Catégorie ou nature d'intervention au sens de l'article L 312-1 du CASF	Nombre de places	Territoire de santé
Création LHSS	18	Ouest
Création LHSS	10	Est
Création ou extension LHSS	8	Sud

3. CAHIER DES CHARGES

Le cahier des charges de l'appel à projet fait l'objet de l'annexe 1 du présent avis.

4. PUBLICATION ET CONSULTATION DE L'AVIS

L'avis d'appel à projet est publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Réunion.

Les documents et informations relatifs à l'avis d'appel à projet sont consultables et téléchargeables sur le site de l'Agence Régionale de Santé de La Réunion : <http://www.lareunion.ars.sante.fr>;

La date de publication au Recueil des Actes Administratifs vaut ouverture de la période de dépôt des dossiers jusqu'à la **date de clôture fixée au lundi 29 novembre 2021 à 15H00**.

Les candidats peuvent solliciter des précisions complémentaires, au plus tard 8 jours avant la date limite de dépôt des dossiers, exclusivement par messagerie électronique à l'adresse suivante : ars-reunion-autorisations-sanitaires@ars.sante.fr, en mentionnant, dans l'objet du courriel, la référence de l'appel à projet « AAP n°2021 – LHSS ».

Les précisions complémentaires à caractère général, visées à l'article R 313-4-2 du CASF, seront accessibles à l'ensemble des candidats, au plus tard 5 jours avant la date limite de dépôt des dossiers sur le site internet de l'Agence Régionale de Santé.

5. MODALITE D'INSTRUCTION DES PROJETS

Le présent appel à projet s'inscrit dans le cadre de la procédure prévue aux articles L313-1-1 et R 313-1 et suivants du CASF.

Les projets seront analysés par le ou les instructeurs désignés par la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé, selon trois étapes :

- **Vérification de la régularité administrative** et de la complétude du dossier, conformément aux articles R. 313-5 et suivants du CASF (annexe 2) ; le cas échéant, il peut être demandé aux candidats de compléter le dossier de candidature pour les informations administratives prévues au 1° de l'article R. 313-4-3 du CASF dans un délai de huit jours.
- **Vérification de l'éligibilité de la candidature**, au regard de l'objet de l'appel à projet et du cahier des charges.
- Les dossiers reçus complets à la date de clôture de la période de dépôt et ceux qui auront été complétés dans le délai indiqué ci-dessus seront **analysés sur le fond du projet** en fonction des critères de sélection et de notation des projets figurant en annexe 3 du présent avis.

Il est rappelé que feront l'objet d'un refus préalable et ne seront pas soumis à la commission d'information et de sélection, les projets :

- 1°- Déposés au-delà du délai mentionné dans l'avis d'appel à projet ;
- 2°- Dont les conditions de régularité administrative mentionnées au 1° de l'article R. 313-4-3 ne sont pas satisfaites ;
- 3°- Manifestement étrangers à l'objet de l'appel à projet.

Les instructeurs établiront un compte-rendu d'instruction motivé pour chacun des projets et proposeront un classement selon les critères mentionnés dans la grille relative au critère de sélection et modalité de notation (annexe3).

Les projets seront examinés et classés par la commission d'information et de sélection d'appel à projet social ou médico-social prévue à l'article L 313-1 du CASF dont la composition fera l'objet d'un arrêté publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Réunion.

La liste des projets par ordre de classement et la décision d'autorisation seront publiées selon les mêmes modalités que l'avis d'appel à projet et notifiées à l'ensemble des candidats.

En application de l'article R. 313-6 du CASF, les décisions de refus préalable des projets seront notifiées dans un délai de huit jours suivant la réunion de la commission.

6. MODALITES DE DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Chaque candidat devra adresser, en une seule fois, un dossier de candidature complet par lettre recommandée avec avis de réception ou par tout autre moyen permettant d'attester de la date de leur réception.

⇒ **Envoi par voie postale** à l'adresse suivante :
 Agence Régionale de Santé La Réunion
 Direction de la Régulation et de la Gestion de l'Offre de Santé
 2 bis avenue Georges Brassens
 CS 61002
 97743 SAINT DENIS Cedex 09

⇒ **Dépôt en main propre**, contre avis de réception à la même adresse au 3^{ème} étage – Bureau 307, les jours ouvrés, de 8h à 12h puis de 13h à 16h, 15h le vendredi.

Le dossier sera constitué de :

- 2 exemplaires en version « papier »
- 1 exemplaire en version dématérialisée (clé USB)

Qu'il soit envoyé ou déposé, le dossier sera inséré dans une enveloppe cachetée portant la mention « **NE PAS OUVRIR** » et « **AAP n°2021 – LHSS** » qui comprendra deux sous enveloppes :

- une sous-enveloppe portant la mention « **AAP LHSS – Candidature** », comprenant les documents relatifs à la *Partie 1 du dossier - la candidature* ;
- une sous-enveloppe portant la mention « **AAP LHSS – Projet** », comprenant les documents relatifs à la *Partie 2 du dossier - la réponse au projet* ;

**La date limite de réception ou dépôt des dossiers est fixée
 au lundi 29 novembre 2021 avant 15 heures**

7. COMPOSITION DU DOSSIER

Le candidat doit soumettre un dossier complet, comprenant deux parties distinctes (candidature et projet), conforme aux dispositions de l'arrêté du 30 août 2010 relatif au contenu minimal de l'état descriptif des principales caractéristiques du projet déposé dans le cadre de la procédure de l'appel à projets et de l'article R 313-4-3 du CASF.

Partie 1 du dossier - la candidature :

- a) Les documents permettant d'identifier le candidat, notamment un exemplaire de ses statuts s'il s'agit d'une personne morale de droit privé ;
- b) Une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il n'est pas l'objet de l'une des condamnations devenues définitives, mentionnées au livre III du Code de l'action sociale et des familles (CASF) ;
- c) Une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il n'est l'objet d'aucune des procédures mentionnées aux articles L 313-16, L 331-5, L 471-3, L 472-10, L 474-2 ou L 474-5 ;
- d) Une copie de la dernière certification des comptes s'il en est tenu en vertu du Code de commerce ;
- e) Des éléments descriptifs de son activité dans le domaine social et médico-social et de la situation financière de cette activité ou de son but social ou médico-social tel que résultant de ses statuts lorsqu'il ne dispose pas encore d'une telle activité.

Les attestations sur l'honneur devront être datées et signées. Il est demandé au candidat de joindre à cette enveloppe la grille de complétude (annexe 2, téléchargeable sur le site de l'Agence Régionale de Santé) en identifiant clairement les éléments du dossier composant la première enveloppe.

Partie 2 du dossier - la réponse au projet :

Le candidat devra rédiger son projet en respectant les exigences minimales du cahier des charges énoncées à l'annexe 3 et en veillant à intégrer les pièces justificatives minimales prévues par l'arrêté du 30 août 2010 et par l'article R 313-4-3 du CASF (Cf. annexe 2 - Grille de complétude – Documents concernant le projet).

8. CALENDRIER

Date de publication de l'appel à projets au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Réunion	
Date limite de réception ou dépôt des dossiers de candidatures	Lundi 29 novembre 2021 (avant 15h00)
Date prévisionnelle de réunion de la commission la commission d'information et de sélection d'appel à projets	mi-décembre 2021
Date prévisionnelle de notification de l'autorisation et information aux candidats non retenus	Délai maximum de 6 mois à compter de la date limite de dépôt

Fait à Saint-Denis, le

27 SEP. 2021

Le Directeur Général Adjoint de l'Agence
Régionale de Santé La Réunion



Etienne BILLOT



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Annexe 1 :

CAHIER DES CHARGES

APPEL A PROJETS

LITS HALTE SOINS SANTE

2021

I. OBJET DE L'APPEL A PROJET

Le présent appel à projets vise à la création de 36 places de Lits Halte Soins Santé (LHSS) réparties sur le territoire de La Réunion :

- 18 places de LHSS sur le territoire Ouest ;
- 8 places de LHSS sur le territoire Sud ;
- 10 places de LHSS sur le territoire Est.

Il s'agit de répondre aux besoins de personnes majeures, sans domicile fixe, quelle que soit leur situation administrative, ne pouvant être prises en charge par d'autres structures, dont la pathologie ou l'état général, somatique ou psychique, ne nécessite pas une prise en charge hospitalière ou médico-sociale spécialisée mais est incompatible avec la vie à la rue.

II. IDENTIFICATION DES BESOINS ET CADRE JURIDIQUE

1. ELEMENTS DE CONTEXTE

Dans le cadre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale (2018-2022), a été annoncée la création de 300 places de Lits d'Accueil Médicalisés (LAM) et de 200 places de Lits Halte Soins Santé (LHSS).

Suite à la crise sanitaire, les moyens déployés ont été renforcés dans le cadre du volet réduction des inégalités territoriales et sociales de santé du Ségur de la Santé, avec une augmentation accrue du nombre de places de LHSS financées d'ici 2022.

2. CADRE REGLEMENTAIRE

Le Lit Halte Soins Santé (LHSS) est une structure médico-sociale au sens de l'article L 312-1-I-9° du code de l'action sociale et des familles (CASF). Les dispositions d'ordre général en matière d'organisation et de fonctionnement des établissements médico-sociaux sont applicables aux LHSS.

Certaines dispositions s'appliquent spécifiquement aux LHSS (voir articles D 312-176-1 et suivants).

3. OFFRE EXISTANTE / EVALUATION DES BESOINS

Les Lits Halte Soins Santé sont une réponse aux besoins de soins, somatiques ou psychiques, des personnes sans domicile fixe et qui nécessitent une prise en charge médico-psychosociale dans un lieu d'hébergement médicalisé permettant la continuité des soins et la bonne observance des traitements.

Le dernier diagnostic territorial partagé (diagnostic 360°) réalisé par le CREA I Océan Indien dans le cadre du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) a essayé de comptabiliser le nombre de personnes sans abri à La Réunion. Si ces chiffres ne peuvent être considérés comme exhaustifs, ils donnent une première idée du besoin et de la répartition territoriale des personnes sans abri.

Il y aurait ainsi 1000 personnes sans domicile fixe, en grande majorité situées sur les territoires Nord, Ouest et Sud.

Le diagnostic a mis en évidence qu'une part importante de ces personnes a des problématiques de santé, somatique ou psychique, souvent associées à des conduites addictives.

Le rapport fait également état d'un vieillissement de la population à la rue, avec des besoins d'accompagnements liés à une perte d'autonomie en augmentation.

Le développement de l'offre de LHSS sur le territoire réunionnais doit permettre de répondre à ces besoins.

Au 1^{er} janvier 2021, La Réunion compte 30 Lits Halte Soins Santé. Ces capacités sont réparties entre le Nord (20 places de LHSS) et le Sud (10 places de LHSS).

15 places de Lits d'Accueil Médicalisés sont par ailleurs autorisées et doivent être installées sur le territoire Nord du Département en 2022. Un appel à projets pour l'installation de 17 places de LAM dans le Sud de l'île a également été publié en 2021.

Compte-tenu des éléments évoqués plus haut, l'ARS La Réunion souhaite renforcer l'offre en Lits Halte Soins Santé :

- Création de 18 places sur le territoire Ouest pour répondre aux besoins de ce territoire et permettre l'installation d'une structure autonome ;
- Création de 8 places supplémentaires sur le territoire Sud pour répondre aux besoins de ce territoire et offrir la possibilité aux opérateurs qui se positionneraient également sur l'appel à projets LAM de proposer un projet mutualisé ;
- Création de 10 places sur le territoire Est pour répondre aux besoins du territoire Est.

III. ELEMENTS DE CADRAGE DU PROJET

Le présent cahier des charges, établi conformément aux dispositions de l'article R 313-3 du CASF, a pour objectif de définir les conditions d'ouverture de ces lits ainsi que les caractéristiques techniques auxquelles chaque candidat devra répondre.

1. CAPACITE D'ACCUEIL ET ZONE D'IMPLANTATION

L'appel à projet porte sur :

- La création d'une structure LHSS de 18 places sur le territoire Ouest ;
- La création de 8 places de LHSS sur le territoire Sud (extension d'une structure déjà existante ou nouvelle structure) ;
- La création de 10 places de LHSS sur le territoire Est.

2. POPULATION CIBLE ACCUEILLIE OU ACCOMPAGNEE

Les LHSS accueillent des personnes majeures, sans domicile fixe, quelle que soit leur situation administrative, ne pouvant être prises en charge par d'autres structures, dont la pathologie ou l'état général, somatique ou psychique, ne nécessite pas une prise en charge hospitalière ou médico-sociale spécialisée mais est incompatible avec la vie à la rue.

3. ATTENDUS MAJEURS DES PROJETS

S'agissant de l'implantation des nouvelles places :

Les capacités prévues pour les territoires Ouest, Sud et Est sont non sécables. Pour chaque territoire, l'autorisation sera donnée à un seul organisme gestionnaire.

Seront priorités les projets adossés à une structure d'hébergement ayant déjà une connaissance du public visé (CHRS/CHAU...) ou à une structure de Lits d'Accueil Médicalisés (LAM).

S'agissant du projet et de l'intégration de ce dernier dans le réseau d'acteurs locaux :

Le diagnostic 360° mené par le CREAI ayant montré des besoins de soins somatiques, psychiques et d'accompagnement en addictologie, le promoteur devra démontrer sa capacité à apporter une première réponse à ces besoins, sans se substituer au droit commun ou aux acteurs spécialisés.

La co-construction du projet avec les acteurs sanitaires, médico-sociaux et sociaux du territoire d'implantation – notamment le SIAO, les PASS et les structures relevant du secteur de l'AHJ, devra être recherchée.

Le porteur de projet devra s'engager à conclure un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) avec l'ARS de La Réunion.

4. DELAIS DE MISE EN ŒUVRE

Les promoteurs devront démontrer leur capacité à installer ces nouvelles places **au plus tard en décembre 2023**.

Dans l'attente de la livraison des locaux, il pourra être envisagé une installation dans des locaux provisoires, dans le respect de la qualité de la prise en charge proposée.

IV. CARACTERISTIQUES DU PROJET

1. MODALITES DE FONCTIONNEMENT DES LHSS

1.1. Missions

Les structures LHSS ont pour mission :

- de proposer et dispenser aux personnes accueillies des soins médicaux et paramédicaux adaptés et de participer à l'éducation à la santé et à l'éducation thérapeutique des personnes accueillies ;
- de mettre en place un accompagnement social personnalisé visant à faire reconnaître et valoir les droits des personnes accueillies ;
- d'élaborer avec la personne un projet de sortie individuel, avec une priorité donnée à l'accès au logement.

Elles assurent des prestations d'hébergement, de restauration, de blanchisserie.

1.2. Amplitude d'ouverture

Les LHSS sont ouverts 24 heures sur 24, tous les jours de l'année.

1.3. Orientation et admission

L'orientation vers la structure LHSS est réalisée par un professionnel de santé au regard de la situation sanitaire de la personne et suite à une évaluation sociale effectuée par un travailleur social, en lien avec le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO).

L'admission est prononcée, sur demande de la personne accueillie, par le directeur de la structure, après avis favorable du médecin responsable. Le refus d'admission prononcé par le directeur est motivé.

Le candidat devra décrire :

- les modalités d'association des acteurs du dispositif « Accueil, Hébergement, Insertion » au processus d'admission, notamment le SIAO (services intégrés, d'accueil et d'orientation) ;
- la procédure d'admission, intégrant les critères d'admission et de refus de prise en charge.

1.4. Durée du séjour

La durée prévisionnelle du séjour est au maximum de deux mois. Cette durée est renouvelable autant de fois que de besoins, en fonction de l'état de santé de la personne.

La sortie d'une personne accueillie en " lits halte soins santé " est soumise à avis médical, pris après concertation avec l'équipe pluridisciplinaire de la structure.

L'équipe pluridisciplinaire s'assure, dans la mesure du possible, de la continuité de la prise en charge après la sortie dans le nouvel environnement de la personne.

1.5. Soins médicaux et paramédicaux

Les soins sont coordonnés par des personnels de santé placés sous la responsabilité du médecin responsable de la structure. Ce dernier établit le diagnostic, les prescriptions et le suivi des soins et des traitements et s'assure de leur continuité. Il réalise, en lien avec les professionnels de santé, l'éducation à la santé et l'éducation thérapeutique du patient. Il effectue toute démarche contribuant à l'accès des soins non délivrés par l'établissement.

Le candidat devra préciser les conditions d'organisation des soins médicaux et paramédicaux, ainsi que les modalités de gestion des situations d'urgence.

Les structures LHSS peuvent conclure des conventions, contrats ou protocoles avec des partenaires publics ou privés afin que soient réalisés les actes ne pouvant être entrepris par ses personnels.

Les modalités de ces partenariats seront explicitées par le candidat, avec transmission le cas échéant du (des) projet(s) de convention(s).

1.6. Médicaments et autres produits de santé

Conformément aux articles L 5126-1, L 5126-5 et L 5126-2 du code de la santé publique, les médicaments et autres produits de santé sont détenus et dispensés sous la responsabilité du médecin responsable de la structure ou d'un pharmacien ayant passé convention avec la structure.

Au regard du public accueilli et de leurs missions, les structures LHSS, conformément à l'article L6325-1 du code de la santé publique et dans les conditions prévues à l'article R 6325-1 de ce même code, peuvent s'approvisionner en médicaments auprès des distributeurs en gros à vocation humanitaire.

Les médicaments et autres produits de santé nécessaires aux soins en vente libre sont fournis gracieusement aux personnes accueillies. Ils sont achetés en officine ou auprès d'un grossiste ou d'un laboratoire.

Pour les médicaments, autres produits de santé et prestations de service et de distribution de matériel soumis à prescription médicale, des ordonnances nominatives sont réalisées par le médecin responsable et délivrées par un pharmacien d'officine. Les médicaments de la réserve hospitalière sont délivrés par une pharmacie hospitalière à usage intérieur.

Les modalités envisagées pour la gestion du circuit du médicament devront être présentées par le candidat.

1.7. Accompagnement social

Un accompagnement social adapté est réalisé sous la responsabilité du directeur. Il doit s'attacher à faire émerger, à construire, à réaliser voire à faire évoluer le projet de vie de la personne. Cet accompagnement doit se faire en éventuelle continuité avec les démarches réalisées avec les référents sociaux antérieurs à l'admission dans la structure et devra être poursuivi si nécessaire après l'accueil dans la structure pour assurer la continuité du suivi à la sortie.

Conformément à l'objectif général de la structure, cet accompagnement social personnalisé vise également à faire reconnaître et valoir les droits des personnes accueillies.

Le projet mentionnera les modalités d'organisation de cet accompagnement.

1.8. Sortie du dispositif

La sortie du dispositif vers une autre structure ou cadre de vie adapté à son état est soumise à avis médical, pris en concertation avec l'équipe pluridisciplinaire qui suit la personne accueillie.

Les personnes souhaitant quitter volontairement le dispositif contre avis médical doivent être informées par l'équipe des risques liés à cette sortie prématurée.

2. MODALITES D'EVALUATION ET DROIT DES USAGERS

Le candidat présentera les modalités de mise en œuvre des outils propres à garantir les droits des usagers tels que résultant des articles L 311-3 à L 311-8 du code de l'action sociale et des familles :

- Le livret d'accueil ;
- Le règlement de fonctionnement ;
- Le contrat de séjour ;
- Un avant-projet d'établissement propre à garantir la qualité de la prise en charge.

En outre, le fonctionnement des LHSS devra s'inscrire dans une démarche d'amélioration continue de la qualité : dans ce cadre, le dossier précisera les modalités d'évaluation envisagées, notamment au titre des évaluations interne et externe (article L 312-8 et D 312-203 et suivants du CASF), et plus largement de l'évaluation de la qualité du service rendu aux usagers.

3. COOPERATIONS ET PARTENARIATS

Le projet devra faire état des collaborations envisagées avec les différents partenaires et définir les modalités de formalisations de ces relations. Il est demandé une articulation forte avec les acteurs du secteur social (service intégré d'accueil et d'orientation).

Dans sa zone géographique d'implantation, la structure LHSS doit signer une convention avec un ou plusieurs établissements de santé assurant les soins somatiques et psychiatriques.

Cette convention précise les conditions de mise en œuvre des interventions des professionnels de santé de ces établissements au sein des LHSS. Elle indique également les modalités selon lesquelles ces structures peuvent avoir, s'il y a lieu, accès :

- aux plateaux techniques et à la pharmacie à usage intérieur ;
- à des consultations hospitalières et à des hospitalisations pour les personnes accueillies dans la structure dont l'état sanitaire l'exige, notamment dans les situations d'urgence.

Le projet devra identifier les partenariats et coopérations, en précisant les engagements réciproques et les modalités opérationnelles afin de favoriser la complémentarité et la continuité des prises en charge.

4. RESSOURCES HUMAINES

Pour assurer leurs missions, outre son directeur et le personnel administratif, les structures " lits halte soins santé " disposent d'une équipe pluridisciplinaire comprenant au moins un médecin responsable, des infirmiers diplômés, des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme d'Etat niveau III en travail social et des personnels en charge des prestations d'hébergement et d'entretien.

Les "lits halte soins santé" peuvent également disposer d'aides-soignants ou d'auxiliaires de vie sociale. Des temps de psychologue pourront être utilement intégrés dans les effectifs.

Les personnels peuvent être des salariés de la structure ou des intervenants extérieurs administratifs et techniques, soignants et sociaux, mis à disposition, ou des professionnels de santé libéraux rémunérés par la structure, dont les prestations sont formalisées par contrat, convention ou protocole.

Le nombre de professionnels est fixé en fonction du nombre de lits, des pathologies et des besoins sociaux des personnes accueillies.

Les personnels amenés à travailler auprès des personnes accueillies dans les structures LHSS disposent d'une expérience préalable de travail auprès de ce public. A défaut, ils reçoivent une formation à ce type de prise en charge.

La supervision et le soutien de l'équipe sont organisés par la direction.

Le candidat précisera le nombre total d'équivalents temps plein (ETP) répartis par catégories professionnelles et qualifications.

Devront être également précisés ou communiqués dans le dossier les éléments suivants :

- Planning type hebdomadaire ;
- Missions de chaque catégorie de professionnels ;
- Plan de formation, actions éventuelles de professionnalisation ;
- Actions de supervision et de soutien de l'équipe ;
- Données sur la mutualisation éventuelle de certains postes avec d'autres structures (structures d'hébergement ou LAM) et modalités de mise en œuvre.

5. LOCAUX

Comme évoqué plus haut, la structure est prioritairement adossée à une structure CHRS/CHAU ou à un LAM.

La structure comporte au moins :

- 1° Une salle de soin avec une armoire sécurisée et un coffre ;
- 2° Un cabinet médical avec point d'eau ;
- 3° Un lieu de vie et de convivialité ;
- 4° Un office de restauration ;
- 5° Un bloc sanitaire (au minimum cabinet de toilette et lavabo) par chambre.

Si certains espaces peuvent être mutualisés (office de restauration, salles d'activités), le LHSS doit bénéficier au moins en partie de locaux dédiés.

L'hébergement est assuré en chambre individuelle, soit dans une unité dédiée, soit dans un parc de logements « en diffus » situés à une distance permettant à la structure de remplir l'ensemble de ses missions (soins, accompagnement social, restauration, blanchisserie).

Dans la mesure du possible, la structure assure l'accueil de l'entourage proche et des animaux accompagnants.

6. CADRAGE BUDGETAIRE

Le financement des LHSS est assuré dans le cadre de l'ONDAM PDS (personnes en difficultés spécifiques) par une dotation globale annuelle, définie au niveau national. Le prix de journée d'un LHSS s'élève à 115 €/jour/lit (base 2021).

Cette dotation couvre l'accueil, l'hébergement, la restauration, le suivi social, l'accompagnement à la vie quotidienne, l'animation et les soins des personnes accueillies.

Les consultations et soins prescrits par le médecin responsable ne pouvant être dispensés dans la structure ne sont pas couverts par la dotation globale, à l'exception de la participation restant éventuellement à la charge de la personne accueillie.

Les projets devront rentrer dans les enveloppes annuelles suivantes :

- **755 550 €** pour les projets sur le territoire Ouest (115 € x 365 jours x 18 places)
- **419 750 €** pour les projets sur le territoire Est (115 € x 365 jours x 10 places)
- **335 800 €** pour les projets sur le territoire Sud (115 € x 365 jours x 8 places)

Il ne pourra pas être prévu de participation budgétaire des usagers.

Pour son fonctionnement, une mutualisation et une optimisation des moyens humains et matériels sera recherchée, notamment avec la structure AHI ou LAM auxquelles les LHSS peuvent être adossés. Les modalités de mise en œuvre de cette mutualisation seront explicitées dans le dossier.

Annexe 2 :

Grille de complétude Appel à projet – LHSS 2021
--

Cette grille de complétude constitue une aide pour les candidats dans la constitution de leurs dossiers.

DOCUMENTS CONCERNANT LA CANDIDATURE <i>(1° de l'article R313-4-3 du CASF)</i>		OUI*
1	Documents d'identification de la personne physique ou morale gestionnaire NB : pour les personnes morales de droit privé, communication des statuts	
2	Déclaration sur l'honneur que le candidat <u>n'est pas l'objet de l'une des condamnations définitives</u> mentionnées au livre III du CASF	
3	Déclaration sur l'honneur que <u>le candidat ne fait l'objet d'aucune des procédures suivantes</u> : - Fermeture totale ou partielle, définitive ou provisoire d'un établissement ou service médico-social (article L313-16 du CASF) - Injonction administrative (article L331-5 du CASF) - Suspension, retrait, annulation d'un service de protection des majeurs ou d'un mandat judiciaire de protection des majeurs (article 471-3 du CASF) - Injonction administrative - service de protection des majeurs ou mandataires judiciaires (article L472-10 du CASF) - Suspension, retrait, annulation d'un mandat de délégué aux prestations sociales (article 474-2 du CASF) - Injonction administrative - mandat de délégué aux prestations sociales (article L 474-5 du CASF)	
4	Copie de la dernière certification aux comptes (s'il y est tenu en vertu du code de commerce)	
5	Des éléments descriptifs de son activité dans le domaine social et médico-social et de la situation financière de cette activité, ou de son but social ou médico-social tel que résultant de ses statuts lorsqu'il ne dispose pas encore d'une telle activité	

* cocher la case correspondante

DOCUMENTS CONCERNANT LE PROJET <i>(2° de l'article R313-4-3 du CASF)</i>		OUI*
<p>Tout document permettant de décrire de manière complète le projet en réponse aux besoins décrits par le cahier des charges</p> <p>Un état descriptif des principales caractéristiques auxquelles le projet doit satisfaire :</p>		
<i>Un dossier relatif aux démarches et procédures propres à garantir la qualité de la prise en charge</i>		
1	Un avant-projet du projet de service mentionnant notamment la description du fonctionnement de la structure : admissions et sorties, nature des prestations délivrées et activités proposées, amplitudes d'ouverture annuelle et jours de fermeture, nombre de jours d'ouverture sur la semaine, amplitude d'ouverture sur la journée, place des familles et des bénévoles, modalités d'organisation du transport	
2	La capacité d'accueil envisagée	
3	Dans le cas où plusieurs personnes physiques ou morales gestionnaires s'associent pour proposer un projet, un état descriptif des modalités de coopération envisagées en application de l'article 312-7 du CASF	
4	L'énoncé des dispositions propres à garantir les droits des usagers en application des articles L.311-3 à L.311-8 (remise du livret d'accueil, règlement de fonctionnement, document individuel de prise en charge....)	
5	La méthode d'évaluation prévue pour l'application du premier alinéa de l'article L. 312-8	
<i>Un dossier relatif aux personnels :</i>		
6	Une répartition prévisionnelle des effectifs par type de qualification, avec indication du coût moyen par agent pour chaque poste et qualification, et répartition par section tarifaire	
7	Le statut ou la convention collective appliquée aux salariés	
8	Les fiches de poste	
9	Un planning type de la semaine	

10	Un plan prévisionnel de formation	
11	Le détail des intervenants extérieurs mobilisés (qualifications ; quotité de temps de travail ; coûts)	
<i>Un dossier relatif aux exigences architecturales :</i>		
12	<p>Une note sur le projet architectural décrivant avec précision : l'implantation, la surface et la nature des locaux en fonction de leur finalité et du public accueilli ou accompagné</p> <p>En cas de construction nouvelle, des plans prévisionnels qui peuvent, conformément à la réglementation qui leur est applicable, ne pas être au moment de l'appel à projet obligatoirement réalisés par un architecte ; les plans devront être cotés et indiquer les surfaces de chaque pièce avec leur destination. Toutefois après attribution du projet, ces derniers seront discutés et susceptibles d'être modifiés par le Département qui assurera la maîtrise d'ouvrage.</p>	
Un dossier financier comportant des documents présentés conformément à l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant le modèle de cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux		
13	<u>Les comptes annuels consolidés</u> de l'organisme gestionnaire	
14	Le programme d'investissement prévisionnel précisant la nature des opérations, leurs coûts, leurs modes de financement et un planning de réalisation	
15	Les incidences des investissements sur le budget d'exploitation de l'établissement	
16	Le cas échéant, les incidences sur les dépenses restant à la charge des personnes accueillies ou accompagnées	
17	Le budget prévisionnel indiquant les charges et les produits en année pleine de l'établissement	
18	Le bilan financier du candidat ainsi que le bilan comptable tel que fixé par l'arrêté du 26 décembre 2007 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements et services sociaux et médico-sociaux	
19	Un rapport explicitant la stratégie de gestion en mettant en exergue les choix réalisés (ex : sous-traitance ou internalisation, mutualisation, emprunt ou autofinancement, location ou construction...)	

Annexe 3 :

Critères de sélection et modalités de notation
Appel à projet – LHSS 2021

Les critères de sélection :

Le classement des projets sera fonction du nombre total des points obtenus (cotation de 0 à 5 et application d'un coefficient pondérateur indiqué pour chacun des critères).

Thème	Critère	Cotation 0 à 5 points	Coefficient	Total
Qualité et cohérence du projet d'accompagnement médico-social proposé	Procédure d'admission garante du respect de la population cible et de l'association des acteurs du dispositif « Accueil, hébergement, Insertion » notamment les SIAO		2	70
	Modalités d'élaboration et de mise en œuvre du projet individualisé de vie et de soins. Evaluation et réévaluation des besoins.		3	
	Qualité et degré de formalisation des coopérations et partenariats avec le secteur médico-social, sanitaire, social et ambulatoire		2	
	Composition de l'équipe et adéquation des compétences (médecin, infirmier, aides-soignants, psychologue...)		3	
	Analyse des pratiques et plan pluriannuel de formation		2	
	Démarche d'évaluation et droit des usagers		2	
Compétence et professionnalisme du candidat	Expérience du candidat sur le territoire et dans la prise en charge des personnes précaires		2	35
	Compétence managériale dans la gestion d'un établissement		2	
	Recevabilité du calendrier et du délai de mise en œuvre du projet		3	
Financement du projet	Recevabilité du dossier financier, cohérence du budget prévisionnel avec le coût à la place annoncé et respect des coûts prévisionnels		3	25
	Cohérence du Plan pluriannuel d'investissement		2	
Qualité du projet architectural et localisation au regard des missions et de l'organisation de la structure	Adossement à une structure AHI incluant une mutualisation et optimisation des moyens humains et matériel		2	20
	Cohérence des plans transmis avec le projet d'accompagnement proposé		2	
TOTAL				150